

Marie BAKCHINE

Pour le Collectif Grand Est pour la défense du secteur Médico-social

Le Collectif Grand Est pour la défense du secteur médico-social m'a mandatée pour prendre la parole aujourd'hui.

Ce collectif s'adresse à tous les établissements médico-sociaux de la région qui prennent en charge un public d'enfants et d'adolescents.

Il regroupe actuellement des CAMSP, des CMPP ainsi que l'Institut Michel Fandre à Reims qui accueille des enfants déficients visuels et auditifs.

Aujourd'hui la réalité dans le secteur médico-social est catastrophique : nous souffrons d'une pénurie de moyens pour soigner, concrètement trop d'enfants et d'adolescents ne sont pas pris en charge, ce qui conduit à de nombreuses ruptures de soin, à des listes d'attente de plus en plus longues jusqu'à plusieurs années ...

Face à ce constat éprouvant et la pénurie de moyens, planifiée depuis longtemps par nos gouvernements successifs, nous assistons à une cascade de mesures qui visent au démantèlement de notre secteur MS :

Cela a commencé par la réforme du financement des établissements (SERAFIN-PH), la mise en service de plateformes en tous genres, d'équipes mobiles, puis très récemment l'Arrêté du 10 mars, et enfin la décision arbitraire de créer un ordre des psychologues, ce qui nous réunit aujourd'hui.

Le Collectif Grand Est s'engage dans des revendications précises :

- Le retrait pur et simple de l'Arrêté du 10 mars 2021, qui met en œuvre l'interdiction de la pluralité des approches thérapeutiques et le libre exercice des pratiques des psychologues (pour le moment dans le cadre des PCO).
- L'abandon du projet de la création d'un ordre des psychologues dont le but est de mettre les psychologues aux ordres de la politique étatique.
Dénoncer l'absence de concertation ne suffit pas. Il faut exiger l'arrêt total de ce projet.
- L'abandon des plateformes de coordination et d'orientation, les PCO : autre point stratégique majeur contre lequel nous devons catégoriquement nous opposer.

En effet, cette question des PCO est pour nous cruciale, en ce sens que ces plateformes mettent en danger les valeurs qui sous-tendent nos pratiques et l'existence même de nos établissements.

Puisque les enfants ne seront pris en charge financièrement que pour certaines pathologies, selon des critères qui en excluent d'autres, comme la souffrance psychique hors diagnostic.

Évoquer les valeurs, je veux parler de l'accueil inconditionnel de la personne dans toutes ses dimensions : corporelles, psychiques, sociales.

Ce que je viens d'énoncer va à l'encontre de ce qui soutient ces plateformes et leur approche exclusivement neurodéveloppementale basée sur le DSM V

En privilégiant les soins en libéral, ce dispositif prive beaucoup d'enfant d'accéder aux soins.

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas d'opposer un exercice contre un autre, le privé contre le public ou l'institution. Les deux sont nécessaires

Simplement, nous ne pouvons pas faire l'économie d'un travail institutionnel, d'équipes pluridisciplinaires pour soigner les graves problématiques des enfants qui nous sont confiés : *ces enfants, qui sont-ils ? : souvent des enfants placés suite à de graves maltraitances ou abus ... ou de graves handicaps, des pathologies psychiques, des enfants qui ont parfois des pronostics vitaux engagés.*

Et puis il y a beaucoup d'autres enfants dont les familles sont en grande précarité et qui n'ont que nous comme adresse. Sans nous, ils ne pourront pas s'en sortir

En réalité, Les PCO ne sont pas mises en place mais mises à la place des institutions médico-social.

Et ce dispositif est une imposture à double niveau :

1- il fait croire qu'il va répondre aux besoins croissant de soins des patients alors qu'il ne fait que gérer des flux à moindre coût.

D'un côté, ce dispositif ne garantit aucunement un suivi thérapeutique ou rééducatif adapté, en qualité et en quantité.

De l'autre, sous prétexte de diminuer le nombre d'enfants en liste d'attente en faisant appel aux professionnels libéraux, (ce qui pourrait en soi être un bon point), l'état justifie l'absence d'embauches et peut même aller jusqu'à réduire drastiquement le personnel des établissements sous prétexte qu'il y a moins de patients.

2- Une imposture scientifique

Ce que nous dénonçons c'est, bien sûr, le prisme unique des neurosciences, et non les neurosciences elles-mêmes, et leur instrumentalisation à des fins politiques et économiques.

La réalité au quotidien, dans nos établissements, est celle-là :

Actuellement, nous trions des enfants et des adolescents, ceux qui auront des soins et ceux qui n'en auront pas ! Nous ne pouvons tolérer d'être assignés à cette tâche incompatible avec notre engagement de soignants, quelle que soit notre discipline.

Nous devons réagir. Nous avons mené plusieurs actions publiques :

- En décembre 2020, le CAMSP d'Épernay a rendu public un communiqué pour affirmer sa décision, prise collectivement et unanimement, de se positionner contre la PCO de la Marne. De nombreux soutiens se sont exprimés suite à ce communiqué. Beaucoup sont parmi nous aujourd'hui, et je tiens à les remercier chaleureusement. Ces soutiens figurent aussi en tant que premiers signataires d'une pétition que nous avons mis en ligne sur Change.org, en Mars dernier.
« Pour la défense du droit à l'éducation, à la rééducation et aux soins pour tous les enfants et adolescents »
- Le 8 avril 2021 a eu lieu une manifestation et une grève nationale. Des professionnels du CAMSP d'Épernay (dont l'établissement a été fermé ce jour-là), ainsi que des collègues du CMPP d'Épernay et de l'institut Michel Fandre à Reims sont montés à Paris manifester et se sont portés grévistes. Autour de la revendication d'une augmentation des salaires au même titre que les hospitaliers mais aussi pour défendre le secteur médico-social dans son entier, contre le tout neuronal.

Les attaques que nous subissons visent en premier lieu, aujourd'hui, les psychologues, mais il est certain que viendra le tour des orthophonistes, des psychomotriciens, des ergothérapeutes ... qui n'ont pas non plus le choix de leurs outils dans le cadre des PCO. Il faut donc mobiliser largement. C'est la tâche à laquelle nous nous assignons avec le Collectif Grand Est.

Dans nos établissements, nous constatons chaque jour, et de plus en plus violemment, l'ingérence de l'État dans notre clinique (via les ARS et les gestionnaires), pour nous dire comment faire, comment penser. C'est ce que viennent encadrer, et au fond légaliser, l'arrêté du 10 mars et le projet d'un Ordre des Psychologues.

L'État de façon autoritaire et menaçante, au prix d'un obscurantisme terrifiant, nous oblige à renier nos connaissances acquises concernant le développement de l'enfant, à renoncer à nos savoir-faire qui ont fait leurs preuves (qui ont fait leur preuve !), basés sur la rencontre et l'accueil de l'autre dans sa complexité tant psychique, somatique que sociale. Au contraire, nous est imposée une vision de l'humain réductrice à son seul fonctionnement biologique et neuronal, à des fins de le rendre manipulable et adaptable à une société néolibérale dont l'État porte le projet.

La nécessité de se rassembler et de résister pour un autre monde que celui qui se détermine aujourd'hui avec force, est plus que jamais urgente et vitale.

Ainsi pour contrer ces mesures gouvernementales à haute dangerosité pour notre démocratie, notre collectif GE appelle à un rassemblement autour de revendications claires et à une organisation sous la forme d'un **Comité Régional de Résistance**.

Ce n'est qu'un début que nous espérons partager dans une convergence de nos luttes.

Pour finir sur note un peu plus légère, s'il en est, je vous présente deux badges que nous avons conçus et que nous allons porter fièrement, à l'adresse de notre hiérarchie, mais aussi à l'adresse des patients, des familles pour leur dire que nous ne lâcherons pas et que nous défendons avec détermination des soins de qualités dans une relation vraie et contenante.

Reims-Montreuil, 2 mai 2021

**Marie BAKCHINE - Psychologue et coordinatrice des soins au CAMSP d'Eprenay
Pour le Collectif Grand Est pour la défense du secteur Médico-social**

